

L'Europe officielle contre l'Europe des Européens

08 juillet 2015 | Par [Hubert Huertas](#) - Mediapart

Tout a changé depuis le référendum grec, ou rien : rendez-vous dimanche prochain, comme si de rien n'était. Depuis dix ans, l'Union européenne, qui se réclame des réalités, ne cesse de s'en protéger.

Soixante-douze heures après le vote des Grecs, le spectacle est insensé. Une véritable histoire de fous où les tournants sont pris pour des lignes droites, les accusés pour des procureurs, et les victimes pour des accusés. Alexis Tsipras, élu en janvier avec 37 % des voix, puis soutenu en juillet par 61 % de son peuple, ainsi que par tous les partis de son pays (sauf les néo-nazis d'Aube dorée), est prié de signer sa reddition ! Toute la nomenklatura politique, technocratique, financière, et médiatique vient de subir un désastre, mais elle réclame des comptes, comme un maître à l'ancienne, et par écrit. Elle exige la copie, comme si le message du référendum n'avait pas atteint ses tympans.

Pour la plupart des dirigeants, comme les emblématiques Wolfgang Schäuble, ministre allemand de l'économie, ou Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro), « *la coupe est pleine* » et, comme s'est emportée Dalia Grybauskaitė, la présidente lituanienne, « *soit le gouvernement grec ne sait pas et ne veut pas savoir, soit il continue de jouer* ». Phrases extraordinaires, qui expriment à la perfection l'inversion des polarités qui sévit en Europe. On fait comme si le référendum de dimanche n'avait pas dit, effectivement, que « *la coupe est pleine* » (mais pour les Grecs...), et que « *soit l'Europe ne veut pas savoir, soit elle continue de jouer* »...

Cette Europe a décidé, une fois pour toutes, que ses opposants sont des extrémistes, des trublions, ou des idiots, et qu'elle ne risque rien sauf des dommages collatéraux. Syriza serait « *un parti d'extrême gauche* » prisonnier de son allié « *d'extrême droite* » (Nicolas Sarkozy a repris l'argument, comme le journaliste [Jean Quatremer dans son édito de Libération](#)), comme Dominique Seux sur France Inter, qui affirme que Tsipras a refusé de toucher au budget de la défense « *parce que le ministre de la Défense est un ministre d'Aube Dorée, d'extrême-droite, certains diraient proche d'un parti nazi* », avant d'être contraint de démentir, ou comme Bernard-Henri Lévy qui profère une sottise sentencieuse en traitant lui aussi, avec mesure et nuance, le Premier ministre Grec de « *démagogue pyromane s'alliant avec les néonazis d'Aube Dorée* ». Ainsi Tsipras serait le porte-parole d'un conglomérat hétéroclite de « *populistes* » qui prospèrent sur la crise pour les uns, sur la xénophobie pour les autres, et sur le nationalisme pour les premiers et les seconds. Cette crise se jouerait non pas au cœur de l'Europe, mais seulement sur ses marges.

Il n'y aurait donc pas péril en la demeure, pas plus aujourd'hui qu'il y a dix ans après le « non » français au Traité constitutionnel. On a fait la même analyse à l'époque : la France avait, paraît-il, cédé aux sirènes de l'extrême droite et de l'extrême gauche associées dans le même refus « *irrationnel* ». La gauche radicale crut d'ailleurs elle-même à cette vision. Même Laurent Fabius, qui avait voté non, trouva malin de se déguiser en une espèce d'Olivier Besancenot, entraînant dans son sillage l'économiste Jacques Généreux, aujourd'hui proche de Jean-Luc Mélenchon.

L'idée qui prédominait était que le non résultait d'une victoire des courants radicaux, et que l'électorat avait donné un fort coup de barre à gauche. Idée fautive. Deux ans plus tard, Nicolas Sarkozy était élu président de la République, devant Ségolène Royal, et François Bayrou faisait une percée à presque 18 %. En somme, après avoir dit non la France avait placé sur le podium de la présidentielle un oui, un oui, et un oui... Nicolas Sarkozy se crut autorisé à enterrer le non à Lisbonne. Erreur majeure.

Ce qui s'est passé en 2005 était beaucoup plus diffus, et plus profond qu'on ne l'a cru à Bruxelles ou à Paris, et la crise qui surviendrait en 2008 ne ferait que l'amplifier. Le non retentissant de 2005 n'était pas dû au seul succès de partis qui contestent les institutions européennes depuis toujours, et qui avaient déjà voté non en 1992 lors du référendum sur Maastricht. La nouveauté était qu'un électorat modéré s'était détaché du oui, et avait rejoint le front du refus. Les électeurs du PS qui avaient voté oui à 78 % en 1992 ont voté non à 56 % en 2005. Les écologistes avaient dit oui à 58 % pour Maastricht, et ont dit non à 60 % au Traité européen.

Le glissement s'est d'abord produit au cœur de l'électorat le plus européen, et pas uniquement dans les courants traditionnellement méfiants. Le non était le refus d'une certaine Europe, l'Europe ultralibérale, en aucun cas de l'Europe dans son principe. Cette vérité, beaucoup plus nuancée, donc beaucoup plus dérangeante, n'a pas été prise en compte. On lui a préféré l'idée d'une Europe intouchable, appliquant la seule politique possible, même si les conséquences en étaient tragiques, et rangeant toutes les oppositions dans le camp des menteurs, des démagogues et des extrémistes irresponsables.

Or, au fil du temps, comme en France en 2005, ces opposants ne se recrutaient pas, ou pas seulement, dans les courants que Bruxelles jetait dans le même sac, extrême droite et extrême gauche réunies, mais au cœur même de son électorat traditionnel. Ainsi depuis 2005, l'Europe n'a-t-elle cessé de mépriser ceux-là mêmes qui croyaient, et qui croient sans doute encore, en la grandeur de son projet...

Et ce qui frappe dans la manière dont est aujourd'hui traité Alexis Tsipras, depuis son élection de janvier, et même depuis le référendum, c'est cette même condescendance, et cette référence perpétuelle aux extrêmes. Comme si ses victoires intérieures ne s'expliquaient pas en grande partie par le glissement vers lui d'électeurs modérés, notamment ceux du Pasok. Comme s'il ne recherchait pas, comme il vient de le dire devant le Parlement de Strasbourg, « *un compromis honorable* ». Comme si les Grecs n'avaient fait aucun effort, et se partageaient entre une aile de mendiants paresseux et un groupe de révolutionnaires au couteau entre les dents.

La raison devrait conduire à un accord avec la Grèce, il coûterait tellement moins cher que le renflouement des banques en 2008. Mais la raison, semble-t-il, ne dirige plus les dirigeants. Ceux qui souhaitent la sortie de la Grèce ne cachent pas leur impatience, et l'expriment sans retenue. Ils considèrent qu'un compromis donnerait le mauvais exemple. Ils voudraient donc se débarrasser des Grecs.

Qu'ils prennent garde. Que se passera-t-il si d'ici deux ou trois ans, après le choc, la Grèce renvoyée à sa drachme ne s'en portait pas plus mal, ou redressait la tête ? Est-ce que l'exemple ne serait pas encore plus ravageur pour l'euro ?

À force de s'enfermer dans sa citadelle, derrière ses murs de Berlin, l'Europe institutionnelle s'est isolée de l'Europe des Européens. Elle met des millions et des millions de gens au banc des accusés, et le banc s'élargit en permanence. Après Syriza en Grèce, Podemos en Espagne. Après le Grexit l'Espagnexit ? Et de fil en aiguille, à quand l'Europe-effondrement ?